

concert avec MM. les conservateurs de nos bibliothèques, pour chauffer et éclairer convenablement ces établissements et les tenir ouverts tous les jours, pendant l'hiver, de cinq à dix heures du soir, et, pendant l'été, de quatre heures du soir jusqu'à la nuit.

Là encore, nous approuvons sans restriction. Rien ne moralise mieux que l'étude et l'instruction, et nous sommes convaincus qu'en facilitant au peuple l'entrée des bibliothèques, en mettant dans ses mains de bons livres et des ouvrages à sa portée, on lui fera oublier les lieux où il ruine sa santé et son intelligence.

La Révolution de février en éclatant avec la rapidité de la foudre devait, comme tout ce qui est violent et imprévu, jeter une certaine perturbation dans l'ordre social, agiter les masses et entraîner quelques hommes à de déplorables excès. L'humanité est ainsi faite qu'elle ne peut arriver au bien qu'en passant par de fâcheuses épreuves. Des dégâts plus ou moins considérables, et qui ne peuvent trouver d'excuse nulle part, furent commis sur divers points et atteignirent ici des établissements publics que l'état le plus démocratique eût tenu à l'honneur de créer, s'il n'eussent pas déjà existé, tant leur utilité populaire était réelle ; là des particuliers dans leur propriété privée et leurs moyens d'existence. Hâtons-nous de dire que ces actes de sauvagerie et de vandalisme furent l'œuvre d'une poignée d'individus qui profitèrent du désordre inséparable des événements politiques, mais que la masse de la population, tant industrielle qu'agricole, non seulement n'y prit aucune part, mais témoigna hautement de son profond dégoût pour de si ignobles excès.

Quoi qu'il en soit, les intérêts froissés, les établissements détruits, les industries ruinées élevèrent la voix pour formuler des demandes en indemnités et réparation des dommages ; de nombreuses actions furent intentées, et, comme toujours, elles s'attaquèrent au foyer principal, à la ville de Lyon, non, sans doute, à cause d'une plus forte dose de culpabilité, mais parce que, aux yeux des réclamants, la solvabilité est toujours chose à ne pas négliger. Quelque flatteuse que fut pour elle cette préférence, la ville de Lyon pensa qu'en équité et en droit aucune responsabilité ne pouvait l'atteindre, et, sur les conclusions conformes de la Commission du contentieux, dont le rapport habilement rédigé fut particulièrement remarqué, le Conseil municipal, appliquant plus spécialement sa décision aux réclamations alors produites, fut d'avis qu'il y avait lieu de défendre aux actions intentées.

A ce sujet, nous ne pouvons nous empêcher de faire remarquer que c'est abuser étrangement de la loi du 10 vendémiaire an IV ; que